



19.3323 Interpellation

## Que faire pour améliorer la gouvernance, renforcer les droits de l'homme et établir la paix au Cameroun?

Déposé par: Naef Martin  
Groupe socialiste  
Parti socialiste suisse



Date de dépôt: 22.03.2019  
Déposé au: Conseil national  
Etat des délibérations: Non encore traité au conseil

### Texte déposé

1. La partie anglophone du Cameroun est en proie à des troubles depuis 2016. Le groupe islamiste Boko Haram sévit dans le nord du pays. Qu'entreprend la Suisse dans ce pays pour renforcer la bonne gouvernance et les droits de l'homme et pallier la rupture sociale qui se dessine entre les communautés linguistiques?
2. Comment le Conseil fédéral met-il à profit les nombreux contacts noués dans le cadre des accords bilatéraux entre la Suisse et le Cameroun dans les domaines du commerce, de la protection des investissements et de la coopération technique, ainsi qu'à l'occasion des rencontres entre ministres des finances et entre institutions universitaires, pour faire avancer sa politique de paix et des droits de l'homme au Cameroun?
3. Comment le Conseil fédéral aborde-t-il la question du Cameroun au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et dans le cadre de la francophonie?
4. Comment met-il en valeur le potentiel offert par l'engagement multiforme de la société civile suisse au Cameroun, pour rapprocher résolument la politique extérieure de la Suisse de ses objectifs, promouvoir la bonne gouvernance, renforcer les droits de l'homme et contribuer à la paix au Cameroun?
5. D'après Swissinfo, l'hôtel Intercontinental de Genève est connu jusque dans les villages les plus reculés du Cameroun, parce le chef de l'Etat camerounais y réside régulièrement et qu'il s'y livre à des pratiques financières pour le moins discutables sous l'angle d'un éventuel blanchiment d'argent. Que pense le Conseil fédéral du risque ainsi encouru par la réputation de la Suisse, quand on songe que les trois quarts de la population du Cameroun doivent se débrouiller avec moins de 2 fr. 50 par jour?

### Compétences

#### Autorité compétente

Département des affaires étrangères (DFAE)

### Informations complémentaires

#### Conseil prioritaire

Conseil national

### Cosignataires (7)

Barrile Angelo, Friedl Claudia, Hadorn Philipp, Molina Fabian, Reynard Mathias, Seiler Graf Priska, Sommaruga Carlo



## Liens

